



Chapitre C-58

LOI SUR LE CONSEIL DES UNIVERSITÉS

- Organisme institué. Nom. **1.** Un organisme, ci-après appelé «le Conseil», est institué sous le nom de «Conseil des universités».
1968, c. 64, a. 1; 1977, c. 5, a. 14.
- Fonction principale. **2.** Le Conseil a pour fonction principale de donner des avis au ministre de l'éducation sur les besoins de l'enseignement supérieur et de la recherche universitaire et de lui faire des recommandations sur les mesures à prendre pour combler ces besoins.
1968, c. 64, a. 2.
- Pouvoirs. **3.** Le Conseil peut, en particulier:
- a) étudier les besoins de l'enseignement supérieur en tenant compte des besoins culturels, scientifiques, sociaux et économiques du Québec, ainsi que des ressources humaines et matérielles et des effectifs étudiants;
 - b) proposer les objectifs qui doivent être poursuivis, à court et à long terme, pour que soit assuré le développement de l'enseignement supérieur et reviser périodiquement ces objectifs;
 - c) donner au ministre de l'éducation des avis sur le développement des institutions universitaires et sur la création de nouveaux établissements d'enseignement supérieur;
 - d) suggérer au ministre de l'éducation les normes qui pourraient être adoptées relativement à la standardisation des méthodes comparables des établissements d'enseignement supérieur;
 - e) étudier les budgets annuels de fonctionnement et d'investissements des établissements d'enseignement supérieur;
 - f) recommander le montant des crédits annuels à dégager pour fins de subventions aux établissements d'enseignement supérieur ainsi que leur répartition;
 - g) recommander des mesures propres à assurer la coordination et la collaboration entre les établissements d'enseignement supérieur et entre l'enseignement supérieur et les autres niveaux d'enseignement;
 - h) maintenir des liens étroits avec les organismes responsables de

- la recherche et faire des recommandations au ministre de l'éducation relativement au développement de la recherche universitaire;
- i) collaborer à la préparation des lois et des règlements relatifs à l'enseignement supérieur et à la recherche universitaire.
- Études et recherches. Le Conseil peut aussi, avec l'autorisation du ministre de l'éducation, faire effectuer des études et recherches jugées utiles ou nécessaires à la poursuite de ses fins.
- 1968, c. 64, a. 3.
- Avis du Conseil. **4.** Le ministre de l'éducation est tenu de soumettre à l'avis du Conseil:
- a) tout plan qu'il entend mettre en oeuvre pour le développement de l'enseignement supérieur et de la recherche universitaire, à chaque phase majeure de son élaboration;
 - b) les budgets annuels de fonctionnement et d'investissements des établissements d'enseignement supérieur;
 - c) la répartition, entre les établissements d'enseignement supérieur, du montant global des crédits annuels dégagés pour fins d'enseignement supérieur et de recherche universitaire;
 - d) les mesures qu'il entend adopter pour assurer la coordination entre les établissements d'enseignement supérieur;
 - e) des règles relatives à la standardisation des méthodes comptables des établissements d'enseignement supérieur.
- 1968, c. 64, a. 4.
- Composition. **5.** Le Conseil se compose des membres suivants, nommés par le gouvernement sur la recommandation du ministre de l'éducation:
- a) le président;
 - b) neuf personnes du milieu universitaire, nommées après consultation des dirigeants, des professeurs et des étudiants des universités;
 - c) quatre personnes nommées après consultation des associations les plus représentatives du monde des affaires et du travail;
 - d) le président de la Commission de la recherche universitaire;
 - e) deux fonctionnaires du gouvernement.
- 1968, c. 64, a. 5.
- Président. **6.** Le président du Conseil des universités est nommé pour cinq ans. Il doit s'occuper exclusivement du travail et des devoirs de sa fonction.
- Traitement. Son traitement est fixé par le gouvernement.
- 1968, c. 64, a. 6.

- Mandat des membres du Conseil.** **7.** Les membres du Conseil des universités visés aux paragraphes *b* et *c* de l'article 5 sont nommés pour quatre ans. Leur mandat ne peut être renouvelé consécutivement qu'une fois.
- Premières nominations.** Cependant, pour les premières nominations, les treize premiers de ces membres sont nommés, quatre pour deux ans, quatre pour trois ans et cinq pour quatre ans.
- Membre d'office.** Le président de la Commission de la recherche universitaire demeure membre du Conseil tant qu'il occupe sa fonction.
1968, c. 64, a. 7.
- Certaines vacances.** **8.** Dans le cas des membres visés aux paragraphes *b* et *c* de l'article 5, toute vacance est comblée en suivant le mode de nomination prescrit pour la nomination du membre à remplacer, mais seulement pour la durée non écoulée du mandat de ce dernier.
- Certaines vacances.** Telle vacance intervient par décès, démission, absence d'un nombre de réunions déterminé par règlement du Conseil et, pour les personnes nommées en vertu du paragraphe *b* de l'article 5, lorsqu'elles cessent de faire partie du milieu universitaire au sens des règlements du Conseil.
1968, c. 64, a. 8.
- Fonctions incompatibles.** **9.** Aucun député à l'Assemblée nationale ne peut devenir membre du Conseil des universités ou le demeurer.
- Domicile.** Les membres du Conseil des universités doivent être domiciliés dans le Québec.
1968, c. 64, a. 9; 1968, c. 9, a. 2, a. 90.
- Indemnités pour dépenses.** **10.** Les membres du Conseil des universités autres que le président sont indemnisés de ce qu'il leur en coûte pour assister aux assemblées et reçoivent une allocation de présence fixée par le gouvernement.
1968, c. 64, a. 10.
- Secrétaire.** **11.** Le secrétaire du Conseil est nommé, sur la recommandation du Conseil, par le gouvernement qui fixe son traitement; il ne peut être destitué que conformément à l'article 66 de la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3). Tout autre fonctionnaire ou employé du Conseil est nommé et rémunéré suivant ladite Loi sur la fonction publique.
1968, c. 64, a. 11.
- Réunions.** **12.** Le Conseil doit se réunir au moins six fois par année.
1968, c. 64, a. 12.

- Organisme de consultation. **13.** Un organisme de consultation est institué auprès du Conseil sous le nom de «Commission de la recherche universitaire». Les membres de cette commission sont nommés par le gouvernement sur la recommandation du Conseil.
- Nom.
- Fonction. La Commission a pour fonction de donner des avis au Conseil sur toute question relative à la recherche universitaire au Québec.
- 1968, c. 64, a. 13; 1977, c. 5, a. 14.
- Président. **14.** Le président de la Commission est nommé pour trois ans par le gouvernement, après consultation du Conseil.
- Autres membres. Le Conseil peut déterminer le nombre des autres membres de la Commission, qui ne doit pas excéder huit, la durée de leur mandat et la procédure à suivre pour leur remplacement.
- Commissions. Le Conseil peut, avec l'autorisation du ministre de l'éducation, constituer des commissions, y compris des commissions techniques consultatives et des commissions chargées de mandats spéciaux et déterminer la composition de ces commissions ainsi que la durée du mandat de leurs membres.
- 1968, c. 64, a. 14.
- Indemnités pour dépenses. **15.** Les membres de la Commission de la recherche universitaire ne reçoivent aucun traitement à ce titre; ils peuvent être indemnisés de ce qu'il leur en coûte pour assister aux assemblées et recevoir une allocation de présence fixée par le gouvernement.
- 1968, c. 64, a. 15.
- Régie interne. **16.** Le Conseil peut, par règlement, statuer sur toute matière requise pour sa régie interne.
- 1968, c. 64, a. 16.
- Rapport annuel. **17.** Le Conseil doit, au plus tard, le 30 juin de chaque année, faire au ministre de l'éducation un rapport de ses activités pour son année financière précédente; ce rapport doit aussi contenir tous les renseignements que le ministre peut prescrire.
- Dépôt devant Assemblée nationale. Ce rapport est déposé devant l'Assemblée nationale si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
- 1968, c. 64, a. 17; 1968, c. 9, a. 90.
- Application de la loi. **18.** Le ministre de l'éducation est chargé de l'application de la présente loi.
- 1968, c. 64, a. 19.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 64 des lois annuelles de 1968, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, à l'exception des articles 18 et 20, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre C-58 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

TABLE DE CONCORDANCE

LOIS DU QUÉBEC, 1968 **LOIS REFONDUES, 1977**

Chapitre 64

Chapitre C-58

**LOI DU CONSEIL DES
UNIVERSITÉS**

**LOI SUR LE CONSEIL
DES UNIVERSITÉS**

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
1 - 17	1 - 17	
18		Omis
19	18	
20		Omis

La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.

Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans le refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.

